

L'Adresse—M. Maltais

Ce qui est, par contre, extrêmement dommageable, c'est de voir des gens qui veulent nous le briser et qui, au lieu de le dire très clairement, y vont par des paroles, des propos ou des questions insidieuses, de sorte que tout ce qu'on tente d'avoir d'ici le 20 mai au Québec, c'est un oui symbolique, c'est un oui piégé, pour qu'après le gouvernement prenne la maîtrise au niveau de la signification. Je voudrais m'adresser aux gens du Québec en leur disant que jusqu'au 20 mai ils ont encore la maîtrise de la réponse à la question, mais qu'après le 20 mai, le gouvernement aura la maîtrise de la signification de la réponse à la question et c'est là que c'est dangereux. C'est la raison pour laquelle nous, nous devons, comme Canadiens français, nous battre pour en arriver à ce que nos droits soient respectés, à ce que les gens ne se fassent pas leurrer et à ce qu'après il soit beaucoup trop tard pour revenir en arrière. Je demanderais aux Québécois de penser simplement à la question du Labrador; il y a déjà 30 ans, le Labrador passait aux mains de Terre-Neuve et, à ce moment-là, à part une querelle juridique, très peu de personnes prêtent de l'importance à ce phénomène, mais actuellement, en 1980, le premier ministre du Québec, avec éclat, tente de reprendre possession du Labrador pour des questions d'énergie et de minerais. Or, est-ce que dans dix ans, à la suite d'une séparation, nous devons redemander comme Canadiens français des droits qui nous appartiennent de fait et de droit depuis 300 ans?

M. l'Orateur adjoint: A l'Ordre! Comme il est 6 heures, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre à 8 heures.

(La séance est suspendue à 6 heures.)

● (2000)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

M. Maltais: Comme je le signalais, monsieur le président, à la toute veille de l'ajournement à 6 heures, il est très important pour les Québécois de garder le pays, le territoire, parce que nous allons peut-être revivre dans quelques années exactement le même scénario que nous vivons actuellement alors que M. René Lévesque tente d'obtenir les droits sur le Labrador, sachant très bien évidemment que le tout appartient à Terre-Neuve, et du même coup où il veut ravoiler le Labrador, c'est le même homme qui est prêt à laisser aller les trois quarts du pays. Ce que je veux dire à mes concitoyens du Québec, c'est qu'on change les représentants des partis, qu'on change l'administration du pays, soit, mais qu'on ne change pas le pays. Cela est important. C'est là-dessus, je pense, que nous devons actuellement méditer, relativement à la question que le Parti québécois nous pose.

Jamais nous ne devons laisser tomber nos droits sur le pays. C'est cela que nous avons comme priorité. C'est là-dessus, monsieur le président, que chaque Québécois et chaque Québécoise va réfléchir. Ce territoire qui s'appelle le Canada, d'ailleurs la première capitale du Canada français fut Tadoussac, nous avons été les premiers à le parcourir et il s'agit de lire attentivement un volume écrit par Félix-Antoine Savard qui s'intitule *La dalle des morts* pour constater que partout dans le pays nous avons des appellations françaises, que partout nous avons pu nous rendre compte que dans ce pays il y a du sang français qui a coulé. Ce qu'il faut arriver à démontrer à nos

compatriotes c'est que nous sommes les bienvenus partout. J'ai eu moi-même l'occasion de parcourir le pays d'Halifax à Vancouver et partout j'ai été bien accueilli. Évidemment, autant au Québec qu'au Canada anglais, il y a des gens à l'esprit étroit, mais il s'agit là d'une infime minorité.

Et ce qu'il faut regarder, c'est l'avenir. Comment débloquent l'avenir? Et moi, je dirai que pour les gens de ma génération, ce que nous aimerions avoir, c'est la possibilité d'apprendre facilement la langue seconde. Pour un Canadien français, c'est qu'un système d'éducation soit amélioré pour qu'on puisse aller parler, communiquer avec les gens de l'autre partie du pays, de l'Ouest du pays, et on devrait demander la même chose pour les gens de l'Ouest, c'est-à-dire que le système d'éducation qui relève du gouvernement provincial puisse permettre l'apprentissage du français pour qu'après on puisse véritablement se rencontrer. Le grand drame de ce pays, finalement, c'est peut-être au fond le fait qu'on n'ait jamais eu d'institutions qui ont permis à des jeunes d'aller d'est en ouest, on n'a jamais eu la facilité d'aller étudier véritablement à Vancouver ou à Halifax, on n'a jamais permis cette rencontre qui aurait, à mon sens, débouché sur la véritable compréhension.

Nous sommes à ce stade-ci de l'histoire à un moment où nous faisons un procès alors que les véritables acteurs sont des gens qui ont vécu un Canada des années 1950. Et ce que je demanderais au premier ministre du Canada (M. Trudeau), c'est de convoquer non pas un conclave constitutionnel, mais une réunion réunissant le chef de l'opposition (M. Clark), le chef du NPD (M. Broadbent), les chefs des provinces, les chefs de l'opposition des provinces, et à huis clos, en dehors de tout orgueil d'homme politique et à partir d'un document qui s'intitule Pepin-Robarts, entre gens de bonne volonté véritablement élaborer, véritablement construire les bases d'une nouvelle Constitution canadienne. C'est cela que les jeunes de notre génération attendent.

Actuellement ce que l'on voit autant dans le Canada anglais que dans le Canada français c'est le fruit de l'impatience. Trop longtemps nous avons été cantonnés les uns dans un Québec francophone et les autres dans d'autres provinces anglophones. Or l'Acadie voudrait faire reconnaître ses particularités, le Sud de l'Ontario, également le Nord de l'Ontario, Saint-Boniface et Maillardville. Nous voulons véritablement nous rencontrer. Le gouvernement devrait peut-être à partir d'un plan qui s'appelle *Katimavik* consacrer plus de fonds et permettre à des jeunes de véritablement réaliser l'expérience canadienne. C'est cela qui nous manque. Et au lieu de toujours rebrasser le passé, toujours être renfermés sur nous-mêmes, nous devrions penser à la nouvelle génération, c'est véritablement celle-là qui va être le fruit de cette Confédération de 1867.

J'aimerais citer un article publié, dans le journal *Le Devoir* portant la signature d'André Nadeau, un jeune étudiant québécois qui disait:

Je n'ai plus envie de me gargariser de mots, qu'ils soient à saveur marxiste ou nationaliste. J'ai envie de lire, de connaître pour agir certes, mais avant tout sur moi, sur les gens qui m'entourent.

Je n'ai pas envie de changer le monde parce que toutes les théories visant à le faire ont fait plus de morts que toutes les bombes nucléaires réunies... Pour moi, la démocratie part de là; la prise en main de chacun par chacun.

Les problèmes sociaux sont plus complexes, plus larges, oui, mais à chacun de tenter de trouver des solutions précises sans les relier à un ensemble aussi